

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 21/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EARL VAL DO GUIL

RUE DU GABARIER
16200 MAINXE-GONDEVILLE

Références : 2025 1417 UbD16-86 Env

Code AIOT : 0007205549

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/11/2025 dans l'établissement EARL VAL DO GUIL implanté RUE DU GABARIER 16200 Mainxe-Gondeville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EARL VAL DO GUIL
- RUE DU GABARIER 16200 Mainxe-Gondeville
- Code AIOT : 0007205549
- Régime : Enregistrement

L'établissement produit de l'eau-de-vie de Cognac par distillation de vins. Il bénéficie d'un arrêté préfectoral du 17 avril 2009 l'autorisant à exploiter :

- une distillerie composée d'un alambic d'une capacité de charge de 25 hl et de 2 alambics de 15 hl de charge chacun ;
- une cuverie à vins d'une capacité de 1 125 hl ;
- un chai de distillation d'une capacité de 17 m³.

Contexte de l'inspection : La présente visite d'inspection a porté sur les 3 non-conformités objet d'une astreinte administrative prise à l'encontre de l'exploitant par arrêté préfectoral du 28 octobre 2025, avec un sursis à exécution de l'astreinte au 15 novembre 2025 :

- absence de désenfumage dans la distillerie,
- absence de rétention associée à la distillerie,
- et condamnation du caniveau passant sous la porte de communication entre la distillerie et le chai de distillation.

Par courriel du 13 novembre 2025, l'exploitant a informé l'inspection avoir mené les actions correctives attendues sur ces 3 non-conformités.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Communication entre la distillerie et le chai de distillation	Arrêté Préfectoral du 17/04/2009, article 6.2.2.3	Avec suites, Astreinte	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
5	Transferts d'alcools	Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 2.4 de l'annexe I	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Modifications apportées aux installations	Code de l'environnement du 11/12/2023, article R.181-46 II.	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Mise en demeure levée sur ce point
3	Rétention de la distillerie	Arrêté Préfectoral du 17/04/2009, article 6.4.1	Avec suites, Astreinte	Astreinte levée
4	Désenfumage de la distillerie	Arrêté Préfectoral du 17/04/2009, article 6.5.3	Avec suites, Astreinte	Astreinte levée

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de la présente visite d'inspection que l'exploitant a réalisé, avant l'échéance du sursis à exécution (dans le cadre de l'astreinte administrative) qui lui avait été accordée, les actions correctives attendues sur les 3 non-conformités objet d'une astreinte administrative, même si l'aménagement réalisé sur le caniveau passant sous la porte de communication entre le local de distillation et le chai reste perfectible.

L'astreinte administrative prise à l'encontre de l'exploitant est donc levée.

Par ailleurs, l'inspection a permis de constater que l'exploitant a mené les actions correctives attendues sur 2 des 5 non-conformités ayant fait l'objet d'une mise en demeure par arrêté préfectoral du 28 octobre 2025 (modalités de transfert des alcools et porter à connaissance des modifications apportées).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modifications apportées aux installations

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.181-46 II.
Thème(s) : Situation administrative, Modifications
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 19/08/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
Prescription contrôlée : <p>II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>(...)</p>
Constats : <p>Par courriel du 13 novembre 2025, l'exploitant a transmis un dossier récapitulant les modifications apportées à son installation, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none">• <u>Distillerie (rubrique 2250)</u> : le remplacement des 2 alambics de 15 hl par un alambic de 25 hl (mis en service en 2018) ;• <u>Chai de distillation (rubrique 4755)</u> : le déplacement du chai de distillation dans le local situé à l'Est du local de distillation et l'augmentation de sa capacité de stockage à 57 m³, franchissant ainsi le seuil du régime de la déclaration de la rubrique 4755.• <u>Cuverie à vins (rubrique 2251)</u> : l'aménagement d'une nouvelle plate-forme extérieure accueillant 8 cuves de 600 hl et 2 cuves de 100 hl, et la suppression de 2 cuves de 300 hl, portant la capacité totale de stockage de vins de l'installation de 1 125 hl à 5 540 hl. <p>Ces modifications ne sont pas de nature à accroître significativement les dangers et inconvénients de l'installation. Elles ne constituent donc pas une modification substantielle de l'installation nécessitant le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation.</p> <p>Il y a cependant lieu d'actualiser les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 17/04/2019 par arrêté préfectoral complémentaire.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Communication entre la distillerie et le chai de distillation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/04/2009, article 6.2.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 19/08/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte
Prescription contrôlée : (...) Les portes situées entre la distillerie et le chai de distillation sont EI 60 (coupe-feu une heure) et équipées d'un système de fermeture automatique dans l'un des deux bâtiments. De plus, ces portes sont équipées de seuil ou de caniveau ou de tout moyen équivalent évitant tout écoulement de liquides inflammés ou non entre la distillerie et le chai de distillation.
Constats : L'exploitant a aménagé une barre de seuil au pied de la porte de communication EI 60 entre le local de distillation et le chai de distillation. Par ailleurs, il a recouvert d'une plaque métallique, étanchéifié avec un joint silicone, la partie du caniveau central du local de distillation qui passe sous la porte de communication EI 60 et apparaissait dans le chai de distillation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <ul style="list-style-type: none">➔ L'exploitant doit transmettre à l'inspection la fiche produit du joint silicone utilisé afin de justifier que ce dernier dispose de propriétés d'étanchéité au feu au moins équivalentes à celles de la porte (EI 60).➔ À défaut, l'exploitant devra revoir cet aménagement avec des moyens plus efficaces (par exemple, condamnation au ciment de la partie du caniveau central qui passe sous la porte de communication).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Rétention de la distillerie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/04/2009, article 6.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Écoulements accidentels
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 19/08/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque récipient contenant de l'alcool de bouche est associé à une cuvette de rétention étanche permettant de récupérer l'ensemble des écoulements provenant du récipient. Cette cuvette a une capacité minimale égale à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 50 % de la capacité maximale de l'ensemble des récipients associés à la cuvette de rétention - 100 % de la capacité du plus grand récipient associé à la cuvette de rétention.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a installé une citerne de 5 m³ sur le bassin creusé dans le quai en béton situé entre le mur du bâtiment et le bras de la Charente. Cette citerne est raccordée au caniveau central du local de distillation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Désenfumage de la distillerie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/04/2009, article 6.5.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Incendie</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/08/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(...)</p> <p>Les locaux à risque d'incendie doivent être équipés, en partie haute, d'éléments permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées (par exemple, matériaux légers fusibles sous l'effet de la chaleur).</p> <p>La surface utile du dispositif de désenfumage est au moins égale à 1/300 de la surface au sol de la distillerie.</p> <p>Chaque exutoire ne peut être inférieur à 1 m² (non comprises les surfaces fusibles).</p> <p>(...)</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fait installer une trappe de désenfumage à commande manuelle dans la toiture du local de distillation. D'après la facture présentée, les dimensions de cette trappe sont supérieures à 1 m² (114 x 118 cm).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Transferts d'alcools

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 2.4 de l'annexe I</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Incendie</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/08/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(...)</p> <p>Les tuyauteries et les canalisations fixes de transfert d'alcool sont en matériaux incombustibles et parfaitement lutés, munis d'un système de vanne aisément accessible et manœuvrable en toutes circonstances.</p> <p>Lorsqu'elles sont mobiles, les tuyauteries et canalisations de transfert d'alcool font l'objet d'une surveillance permanente de leur état et de leur étanchéité. Les passages dans les murs sont situés au-dessus des cuvettes de rétention et sont obturés en dehors des transferts.</p> <p>Les installations sont conçues de telle sorte qu'il ne puisse y avoir de communication permettant l'écoulement d'alcool du chai vers un autre bâtiment.</p> <p>(...)</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fait installer un dispositif fixe traversant le mur pour le transfert des eaux-de-vie de la distillerie vers le chai de distillation.</p> <p>Côté local de distillation, la canalisation est équipée d'une vanne et le passage dans le mur est luté.</p> <p>Côté chai de distillation, les travaux ne sont pas terminés : la pose d'une vanne et le lutage restent à finir.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>➔ Une fois les travaux terminés côté chai de distillation, l'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre les éléments justificatifs correspondant (photos).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>